



HAL
open science

Classer les populations de Russie au prisme du nationalisme : bataille sémantique autour d'un amendement constitutionnel

Jules Sergei Fediunin

► **To cite this version:**

Jules Sergei Fediunin. Classer les populations de Russie au prisme du nationalisme : bataille sémantique autour d'un amendement constitutionnel. La Revue russe, 2022, 59, pp.95-105. hal-04870705

HAL Id: hal-04870705

<https://hal.science/hal-04870705v1>

Submitted on 17 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Classer les populations de Russie au prisme du nationalisme : bataille sémantique autour d'un amendement constitutionnel

Au cours de l'année 2020, on a assisté en Russie à la plus grande révision de la Constitution depuis son adoption par référendum le 12 décembre 1993. La procédure d'adoption d'un très grand nombre des amendements proposés (206 au total), ainsi que leur substance, ont été contestées par des spécialistes. Selon l'avis de la Commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe composé d'experts en droit constitutionnel, la profondeur des modifications constitutionnelles aurait nécessité la convocation d'une assemblée constituante. Dans le même temps, les experts ont estimé que les amendements renforcent « de manière disproportionnée la position du président de la Fédération de Russie » tout en supprimant « certains des freins et contre-poids initialement prévus par la Constitution¹ ».

Le présent article s'intéresse au sens d'un amendement constitutionnel en particulier : celui qui a trait à la définition de la communauté qui sous-tend l'État.

Contexte de la révision et de la dénomination de la société politique

Pour replacer les événements dans leur contexte, il importe de souligner que cette réforme a été présentée, principalement par ses critiques en Russie mais aussi par des observateurs internationaux, comme ayant pour objectif principal, voire unique, la « remise à zéro » des compteurs limitant à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs. Associée à d'autres dispositifs institutionnels, cette mesure devrait en effet permettre à Vladimir Poutine de rester au pouvoir jusqu'en 2036, avec pour corollaire la mise en place d'une « dictature constitutionnelle² » [конституционная диктатура]. Mais aussi important soit-il, cet enjeu n'a certainement pas été unique.

1. Avis intermédiaire sur les amendements constitutionnels et la procédure pour leur adoption, adopté par la Commission de Venise, lors de sa 126e session plénière (en ligne, 19-20 mars 2021), CDL-AD (2021)005-f.

2. Андрей Н. МЕДУШЕВСКИЙ, «Переход России к конституционной диктатуре: размышления о значении реформы 2020 года», М., *Сравнительное конституционное обозрение*, n° 3 (136), 2020, p. 33-50.

D'une part, le régime russe a profité de la réforme constitutionnelle de 2020 pour consacrer les valeurs conservatrices, constituant le socle de la construction idéologique officielle. Les bases de celle-ci furent jetées avec le prétendu « tournant conservateur » amorcé au moment du retour de Vladimir Poutine à la présidence russe en 2012. Depuis, un ensemble idéologique fondé sur le rejet du libéralisme occidental a pris forme et est devenu plus rigide³. Ainsi, en 2020, les notions de patriotisme, de foi en Dieu et la définition du mariage comme l'union d'un homme et d'une femme (art. 67.1 et 72) ont été inscrites dans la Constitution russe⁴. Il s'agit désormais d'une version explicitement « poutinienne », illibérale, et non « eltsinienne », inspirée des principes libéraux, de la loi fondamentale.

Ce fut aussi un moyen de générer du soutien populaire autour de la figure du président Poutine, avec, en fond, la lassitude grandissante de la société face à l'éternisation de celui-ci et de son entourage kleptocratique au pouvoir. En témoigne le « vote populaire » [народное голосование] du 1^{er} juillet 2020, qui fut un vote juridiquement *non* contraignant sur l'ensemble des amendements proposés et dont l'objectif était de réaffirmer l'adhésion d'une large majorité des citoyens au régime, aux politiques qu'il mène et aux valeurs qu'il porte. Le pari fut gagné par le Kremlin : plus de 78,45 % des électeurs votèrent « pour », avec un taux de participation situé à 67,97 %. Comme à l'époque soviétique, il était question d'une participation citoyenne témoignant une forme de complicité, sans discussion ni influence (*voice without agency*). Or, le cas russe est loin d'être unique à cet égard : la tendance mondiale consiste à ce que les chefs autoritaires maintiennent les constitutions et les amendent de temps à autre pour des raisons aussi bien symboliques qu'instrumentales, ce qui ne les empêche pas de violer la loi fondamentale quotidiennement⁵.

Contrairement à beaucoup d'autres, un amendement a suscité un débat — certes, limité, étant donné le rétrécissement considérable de l'espace public russe depuis les vingt dernières années, mais ayant eu le mérite d'exister. L'enjeu de cet amendement était en effet de taille, comme il l'est pour toute société politique, quel que soit son régime : dénommer l'ensemble de ses membres. Dans le contexte russe contemporain, la question centrale liée à cette dénomination tient au traitement de la notion de « peuple multinational de la Fédération de Russie » [многонациональный народ Российской Федерации], terme inscrit dans le préambule de la Constitution de 1993⁶.

3. Voir notamment Marlene LARUELLE, «Making Sense of Russia's Illiberalism», Baltimore, *Journal of Democracy*, vol. 31, n° 3, 2020, p. 115-129.

4. Voir le texte modifié ici : <http://duma.gov.ru/news/48953/> (consulté le 10.10.2022).

5. Voir notamment Günter FRANKENBERG, *Authoritarianism : Constitutional Perspectives*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2020, chap. 6.

6. « Nous, peuple multinational de la Fédération russe, unis par un destin commun sur notre terre... ».

L'article 3-1 proclame :

Le peuple multinational de la Fédération de Russie est le détenteur de la souveraineté et l'unique source du pouvoir en Russie

Носителем суверенитета и единственным источником власти в Российской Федерации является её многонациональный народ.

Héritée de la tradition discursive soviétique, cette notion insiste sur la pluralité des collectivités historiques — « beaucoup de nations » [много наций], au sens de groupes ethniques — qui constituent la population totale du pays. Cette dernière s'apparente alors à une « population de populations » saisie dans une optique multiculturaliste : on peut non sans raison parler d'un « multiculturalisme soviétique⁷ » [советский мультикультурализм], ou encore de l'URSS comme d'un « empire de la discrimination positive⁸ ».

Le maintien ou non de ce terme touche dès lors à « l'idéologie » constitutionnelle mais aussi à une certaine tradition politique en Russie.

Deux visions du nationalisme s'activent au moment de la révision

Pourquoi la notion de « peuple multinational » gêne-t-elle ? Si elle est largement approuvée par des porte-paroles des groupes minoritaires dits « non russes » — à savoir les populations ne faisant pas partie de la majorité ethnique qui représente environ 80 % de la population de la Russie — et notamment par les élites des républiques autonomes, deux groupes d'acteurs contestent ce terme pour des raisons différentes, voire opposées.

Les acteurs du premier groupe sont certes minoritaires mais influents. Ils souhaitent mettre l'accent non sur la diversité décrite par l'expression de « peuple multinational », mais sur l'idée d'unité nationale à même, selon eux, de transcender les appartenances ethniques particulières. Autrefois, cette unité s'incarnait dans le concept de « peuple soviétique » [советский народ], aujourd'hui, ce serait celui de « peuple russe/de Russie » [российский народ] ou « nation russe » [российская нация], et non « russe » [русская нация]⁹. En effet, la langue russe fait la distinction, marquée durant la période soviétique, entre, d'une part, les mots *rossijskij* (adjectif) et *rossijanin* (substantif) qui sont relatifs à l'État, à son histoire et à son territoire et que l'on peut traduire comme « russe » ou « de Russie », et, d'autre part, le mot *russskij* (adjectif et substantif) qui renvoie plus généralement à la langue, à la culture et à l'ethnicité.

7. Виктор А. ШНИРЕЛЬМАН, «В поисках самобытности: у истоков советского мультикультурализма», *Неприкосновенный запас*, n° 4 (78), 2011, p. 149-166.

8. Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, xiv + 496 p.

9. Pour des précisions terminologiques, voir Sergueï SAKHNO, «“Peuple”, “nation” et “ethnos” dans le discours russe», Paris, *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 12, 2006, p. 119-131.

Ces acteurs se réclament donc d'un « nationalisme de Russie » [российский национализм], défini comme « politique » ou « civique » [гражданский] et donc supra- ou non ethnique¹⁰. Les plus éminents défenseurs de ce projet national sont Valeri Tichkov (né en 1941), directeur de l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie à l'Académie des sciences de Russie entre 1989 et 2015, puis directeur scientifique, et Viatcheslav Nikonov (né en 1965), président de la fondation *Monde russe* [Русский мир] et député influent du parti présidentiel Russie unie à la Douma d'État. L'un et l'autre sont depuis des années engagés dans la promotion du concept de « nation russe » — notamment par le biais des revues *Bulletin de la nation russe* [Вестник российской нации]¹¹ et *Stratégie de la Russie* [Стратегия России]¹² — et semblent avoir partiellement convaincu le président Poutine. Ainsi, en octobre 2016, lors d'une réunion du Conseil présidentiel pour les relations interethniques, le chef d'État russe s'est dit favorable à la proposition de ses membres de préparer une loi sur la « nation russe ». Valeri Tichkov, membre dudit conseil, a même été désigné comme chef du groupe de travail sur l'hypothétique texte législatif. Or, le projet a finalement été abandonné à la suite de nombreuses craintes exprimées par des représentants des républiques autonomes, par l'Église orthodoxe russe [русская] (et non [российская]), par l'opposition dite « systémique » [системная оппозиция] (soit loyale au Kremlin), dont le Parti communiste (KPRF) de Guennadi Ziouganov (né en 1944) et le mal nommé Parti libéral-démocrate (LDPR) de Vladimir Jirinovski (1946–2022), et même par des soutiens de Poutine comme le cinématographe Stanislav Govoroukhine (1936–2018). À l'époque, Tichkov a expliqué ce désistement, sans cacher son regret, par « la réticence de la société [russe] à s'approprier l'idée d'une nation unie¹³ ».

-
10. Voir Валерий ТИШКОВ, *Российский народ. История и смысл национального самосознания*, М., Наука, 2013, 649 p. En français, voir Valery TICHKOV, « L'unité dans la diversité : la Russie comme État-nation », *Revue internationale et stratégique*, n° 4 (92), 2013, p. 87-96.
 11. Créée en 2008, cette revue est le fruit d'une collaboration des instances politiques et académiques : si elle est présidée par l'académicien Tichkov, le comité de rédaction a été longtemps dirigé par Abdoul-Hakim Soultiygov, haut fonctionnaire et ancien coordonateur de la politique ethnique [национальная политика] au sein du parti du pouvoir Russie unie (2005–2012). Outre la retranscription des interventions les plus importantes des dirigeants de l'État, la revue publie des matériaux de qualité variée sur les questions liées à la politique intérieure comme extérieure de la Russie, principalement sur les relations interethniques et la formation d'une nation civique en Russie. La revue bénéficie de financements publics, dont des subventions de la présidence russe.
 12. Depuis sa création en 2004, cette revue est dirigée par Viatcheslav Nikonov. *La Stratégie de la Russie* publie principalement des analyses reflétant ou justifiant les politiques du gouvernement russe. À l'instar de la revue *Bulletin de la nation russe*, ses numéros sont systématiquement envoyés aux dirigeants des instances politiques fédérales, aux chefs d'administrations régionales ainsi qu'aux parlementaires russes.
 13. «Закон о российской нации решили переименовать из-за “неготовности общества”», *Лента*, 07.03.2017, <https://lenta.ru/news/2017/03/07/zakon/> (consulté le 10.10.2022).

L'annonce de la réforme constitutionnelle, faite par Vladimir Poutine en janvier 2020, a de nouveau mobilisé les partisans du projet russe. Valeri Tichkov et Viatcheslav Nikonov, parmi d'autres, proposèrent de réviser le préambule de la Constitution, tout en laissant l'article 3 en l'état pour une raison procédurale : cet article fait partie du chapitre premier, dont la modification nécessite la convocation d'une assemblée constituante. Leur idée était de remplacer le terme de « peuple multinational de la Fédération de Russie » par celui de « nation russe pluriethnique » [многонародная российская нация], en procédant ainsi à une inversion de sens pour insister davantage sur le principe de l'unité¹⁴.

Le deuxième groupe d'acteurs contestant violemment la notion de « peuple multinational » est constitué de nationalistes russes et, plus particulièrement, d'ethnonationalistes. Depuis les années 2000, les théoriciens du « nouveau nationalisme russe » [новый русский национализм] — courant critique à l'égard des « nationaux-patriotes » des années 1990 et du régime de Poutine à la fois¹⁵ — désignent, avec un mélange de mépris et d'ironie, la Fédération de Russie par le néologisme *Èrefija* [Эрефия], dérivé de l'abréviation « RF » [Российская Федерация]¹⁶. Car cette entité politique, « empirique », ne coïncide point avec l'entité politique désirée par les (ethno)nationalistes, celle d'une « véritable » Russie nationale. La différence entre la première et la seconde résiderait dans le choix de son architecture au regard du statut de la majorité ethnique : si, aujourd'hui, les Russes ethniques dominant en termes démographiques, ils n'exerceraient pas de domination sur le plan politique ; de même, l'État ne se dit pas « russe » [русское], mais s'exprime au nom d'un peuple composite en termes d'ethnicité.

Dans l'optique des (ethno)nationalistes russes, il s'ensuit que l'État refuse à la majorité d'être « maître chez soi » et ne lui réserve aucun traitement prioritaire, notamment en ce qui concerne l'accès à la citoyenneté. Depuis des années, ces acteurs réclament l'introduction en Russie d'une politique favorable à l'immigration volontaire (ou « rapatriement ») des Russes ethniques vivant à l'étranger, par analogie avec la « loi du retour » en Israël¹⁷. De même, ils affirment que si la culture russe est utilisée pour maintenir un socle identitaire commun à tous les citoyens, elle n'est pas soutenue en tant que

14. «Путь “демонтажа федерализма”: станет ли Россия “многонародной” вместо “многонациональной”?», *Бизнес онлайн*, 27.01.2020, <https://www.business-gazeta.ru/article/455218> (consulté le 10.10.2022).

15 Voir notamment Anastasia MITROFANOVA, «Le nouveau nationalisme en Russie», Paris, *Hérodote*, n° 1 (144), 2012, p. 141-153.?

16. Константин А. КРЬЛЮВ, «Эрефия как политическая реальность», *APN*, 02.03.2006, <https://www.apn.ru/index.php?newsid=1801> (consulté le 10.10.2022).

17. Voir Igor Torbakov, «A Parting of Ways ? The Kremlin Leadership and Russia's New-Generation Nationalist Thinkers», Washington, *Demokratizatsiya : The Journal of Post-Soviet Democratization*, vol. 23 n° 4, 2015, p. 427-457.

culture *ethnique*. L'un des exemples les plus cités à cet égard est le refus des autorités publiques d'enregistrer des « autonomies nationales-culturelles » [национально-культурные автономии] russes, contrairement à de multiples organisations représentant des communautés minoritaires ou « non russes » enregistrées et financièrement soutenues à l'échelle locale, régionale ou fédérale¹⁸. Aussi longtemps que cette situation perdurera, affirment ces acteurs, la Fédération de Russie ne sera pas un État *national*, mais une « méchante marâtre » pour les Russes ethniques (Konstantin Krylov), qui resteraient « peuple sans abri, peuple orphelin » (Pavel Sviatenkov).

Les acteurs du deuxième groupe se sont remobilisés eux aussi au moment de la réforme constitutionnelle de 2020. Ainsi, dès son annonce, différents acteurs nationalistes, comme le dirigeant du Parti national-démocrate (non légalisé) Konstantin Krylov (1967–2020) et le publiciste national-impérialiste Iegor Kholmogorov (né en 1975), ont lancé une lettre ouverte adressée aux autorités, exigeant d'adopter une série « d'amendements russes » [русские поправки]¹⁹. Pour remplacer le terme de « peuple multinational », les signataires ont réclamé l'inscription de la formule « peuple russe porteur de l'État » [русские как государствообразующий народ] censée assurer un statut privilégié à la majorité ethnique sur l'ensemble du territoire du pays. Cette revendication est commune à l'ensemble des acteurs nationalistes, quelle que soit leur obédience (impérialistes ou ethnonationalistes, pro-Poutine ou anti-régime)²⁰. Ainsi, elle a figuré dans les textes programmatiques du Mouvement contre l'immigration illégale (DPNI), le plus grand mouvement du nationalisme d'opposition jusqu'à son interdiction pour « extrémisme » en 2011, et du susmentionné LDPR.

La terminologie est cependant plus ancienne. Elle remonte à l'époque tsariste lorsqu'elle fut portée par des mouvements national-monarchistes connus sous le nom de Centuries noires [черносотенцы]. Apparus au moment de l'octroi du Manifeste d'octobre par le tsar Nicolas II (reg. 1894–1917), en 1905, ces mouvements recrutaient massivement parmi la paysannerie et les classes populaires urbaines, en embrassant la célèbre triade du comte

18. Il s'agit d'une forme d'autodétermination non territoriale prévue par une loi fédérale de 1996. Selon un amendement de 2003 à cette loi, une association nationale-culturelle est formée par un certain nombre de citoyens qui s'identifient à une communauté ethnique particulière se trouvant dans une situation de minorité sur le territoire donné. Son champ d'action recouvre des activités éducatives, culturelles et linguistiques. Pour plus de détails, voir Alexander OSIPOV, « National-Cultural Autonomy in Russia : A Matter of Legal Regulation or the Symbolic Construction of an Ethnic Mosaic ? », in O. Protsyk et B. Harzl (dir.), *Managing Ethnic Diversity in Russia*, New York, Routledge, 2013, p. 62-84.

19. Voir « Русских – в Конституцию России ! » [« Les Russes ethniques doivent être mentionnés dans la Constitution ! »], *Русноправки*, <https://ruspopravki.ru/> (consulté le 10.10.2022).

20. Sur les clivages idéologique et relationnel au sein du milieu nationaliste russe, voir Jules Sergei Fediunin, « Russian Nationalism », in Graeme Gill (dir.), *Routledge Handbook of Russian Politics and Society*, 2^{nde} éd., Londres, Routledge, 2023, p. 437-448.

Sergueï Ouvarov (1786–1855) « Orthodoxie, Autocratie, Esprit national » [Православие, самодержавие, народность] et en portant un discours farouchement antisémite. Par-dessus tout, ils prônaient un statut dominant et pleinement reconnu pour la nation russe « trinitaire » car constitué de trois branches slaves (Grands Russes, Petits Russes ou Ukrainiens, Biélorusses), par comparaison avec les populations non slaves de l'Empire, présentées comme allogènes [иностранцы].

Par conséquent, nous assistons aujourd'hui à la récupération partielle d'idées anciennes par des acteurs nationalistes contemporains, sous des formes quelque peu adoucies. Certes, dans le discours « interne » des nationalistes, et notamment à destination « populaire », il circule de nombreux qualificatifs péjoratifs pour désigner les populations non russes, non slaves ou non blanches, tandis que la dimension « élitaire » du discours nationaliste — celle des idéologues et des militants — grouille de formules empreintes d'ironie. Pour ne citer qu'un exemple, la figure centrale de l'autoproclamé « nationalisme intellectuel » russe, Iegor Prosvirnine (1986–2021), faisait référence, sur son site culte *Sputnik i Pogrom* [Спутник и погром]²¹, aux « six cent soixante-six » peuples « non russes » de Russie, en citant caustiquement le « nombre de la Bête » pour rendre compte de la multitude des groupes minoritaires en Russie. Ceux-ci s'élevaient en réalité à 193 au total selon le recensement de 2010, allant des plus importants dont les Russes, les Tatars et les Ukrainiens aux « petits peuples indigènes » [коренные малочисленные народы] du Nord, de Sibérie et d'Extrême-Orient de Russie.

Il est notable qu'en dépit de ces éléments de langage, dans une lettre ouverte de 2020, des acteurs (ethno)nationalistes admettent que les minorités « faisant partie de l'union des peuples » avec la majorité ethnique constituent « une nation unie au sens civique du terme ». Ils mobilisent ainsi le discours du nationalisme civique ou politique pour soutenir avant tout la cause ethnique de la population dominante, bien qu'ils rejettent le mot « russe » [русский], interprété comme une réincarnation du « soviétique » [советский]. Néanmoins, une autre proposition d'amendement revendique l'instauration du principe de protection de la culture russe — à l'évidence contre les influences culturelles non russes — sur l'ensemble du territoire du pays, alors même que « les cultures des autres peuples autochtones bénéficient déjà de telles garanties » sur leurs territoires autonomes.

21. À l'instar d'autres sites web d'extrême droite, *Sputnik i Pogrom* a été bloqué en 2017 par décision de Roskomnadzor (le service fédéral de supervision des communications et des médias), pour diffusion de contenus jugés « extrémistes » et « incitant à la haine ».

Le régime a tranché... en faveur d'une solution d'ambiguïté

Quelle est donc l'issue de cette bataille sémantique pour désigner la communauté politique de Russie dans la Constitution modifiée ? Le résultat s'est avéré décevant pour les partisans des deux camps, lesquels portaient des projets formulés, respectivement, en termes de nationalisme civique et d'ethnonationalisme. Les revendications des ethnonationalistes ont été en grande partie ignorées, celles des défenseurs du projet russe rejetées.

En effet, l'administration présidentielle, qui a eu le dernier mot sur la révision, a préféré adopter une posture ambiguë mais, au fond, révélatrice des efforts de construction nationale réalisés en Russie depuis 1991²². Ainsi, le préambule de la Constitution est resté inchangé et la notion de « peuple multinational » a été réaffirmée. Mais, en même temps, on notera l'apparition du terme de « peuple porteur de l'État » dans l'article 68-1 (chapitre « Structure fédérale »), qui stipule dans sa nouvelle rédaction :

La langue officielle de la Fédération de Russie sur l'ensemble de son territoire est le russe, en tant que langue du peuple porteur de l'État faisant partie intégrante de l'union multinationale des peuples égaux de la Fédération de Russie.

Государственным языком Российской Федерации на всей её территории является русский язык как язык государствообразующего народа, входящего в многонациональный союз равноправных народов Российской Федерации.

Le terme de « peuple/nation de Russie » ayant été écarté, deux autres formules sont présentées comme complémentaires : le « peuple porteur de l'État » — qui n'est pas explicitement nommé — fait ainsi partie d'une « union multinationale des peuples égaux », qui constitue une reformulation du terme de « peuple multinational ».

Cette nouvelle formule, conçue comme un compromis, n'arrange vraiment personne. Pour Valeri Tichkov, c'est une nouvelle preuve d'indécision quant à l'affirmation du concept de nation civique appelée « nation russe » [российская нация], qu'il estime être le seul à pouvoir « garantir la légitimité et la souveraineté de l'État²³ ». Pour les ethnonationalistes russes, la nouvelle formule est largement insuffisante : le groupe majoritaire n'est toujours pas explicitement mentionné dans la Constitution, et ses droits collectifs — politiques comme culturels — demeurent non reconnus.

La formulation est aussi critiquable en elle-même car relevant d'une incertitude identitaire entérinée et perpétuée par le régime de Vladimir Poutine. Pour les ethnonationalistes russes, elle serait une incitation,

22. Oxana SHEVEL, « Russian Nation-Building from Yel'tsin to Medvedev : Ethnic, Civic or Purposefully Ambiguous ? », Abingdon, *Europe-Asia Studies*, vol. 63, n° 2, 2011, p. 179-202.

23. Échange de l'auteur avec Valeri Tichkov sur Facebook (septembre 2020).

provenant du sommet de l'État, à brouiller l'identité de la majorité ethnique, dans la mesure où « toute personne parlant le russe [pourrait] désormais être légitimement considérée comme un représentant du peuple porteur de l'État²⁴ », étant donné que le russe demeure la seule langue officielle sur l'ensemble du territoire du pays. D'autre part, la nouvelle formule constitutionnelle génère des inquiétudes au sein des groupes minoritaires, sur fond d'une réforme antérieure ayant mis fin à l'apprentissage obligatoire des langues des minorités dans les républiques de Russie²⁵. Si toutes les assemblées régionales, y compris celles des républiques autonomes, avaient voté l'ensemble des révisions constitutionnelles, les militants des différentes minorités, comme ceux réunis au sein du Congrès démocratique des peuples de Russie [Демократический конгресс народов России], créé en 2018, se sont mobilisés contre ce qu'ils considèrent comme une atteinte à la structure fédérale de l'État et à l'esprit de la Constitution, qui prône l'égalité des peuples. Comment, en effet, les « peuples de Russie » peuvent-ils être égaux si, parmi eux, il n'y a qu'un seul « peuple porteur » ? Faut-il comprendre que les autres populations de « l'union multinationale », dont celles ayant donné le nom à des territoires autonomes, ne sont pas « porteuses de l'État » commun ?

Il semble clair que le régime de Poutine et l'État qu'il prétend incarner, cherchent à se donner un « fondement national » lorsqu'ils mettent l'accent sur « l'unité », tant vénérée dans le discours officiel russe. En revanche, le régime est contraint de reconnaître sa faiblesse relative, empêché qu'il se trouve de s'appuyer sur une communauté politique cohérente face à des données ethnoculturelles qu'il ne sait comment (re)classer et (re)définir.

Aux yeux du régime russe, la solution à ce casse-tête serait la promotion d'un double discours célébrant à la fois le caractère composite — « pluriethnique et multiconfessionnel » — de l'État et le rôle de son « noyau » ethnique, que représenterait la population dominante. Cette version « russifiée »

24. Елена ЗЕМСКОВА, «Язык есть, а русских нет», *Rosbalt*, 28.02.2020, <https://www.rosbalt.ru/blogs/2020/02/28/1830163.html> (consulté le 10.10.2022).

25. En juillet 2017, lors d'une session du Conseil présidentiel des relations interethniques, Vladimir Poutine avait déclaré qu'à l'exception du russe toutes les autres langues devaient être étudiées « sur une base volontaire » et jamais « au détriment du russe ». La décision inattendue de Poutine a reçu des réactions très positives dans le camp des nationalistes russes tout en provoquant une vague d'indignation dans les républiques autonomes. La montée de mouvements contestataires n'a pas empêché l'adoption des amendements à la loi fédérale sur l'éducation par les deux chambres du Parlement russe en juillet 2018. Désormais, c'est aux parents d'élèves que revient le droit d'opter ou non pour l'apprentissage de langues autres que le russe, reconnues comme officielles par les constitutions des républiques de Russie. Voir à ce sujet Bill BOWRING, «Minority Language Rights in the Russian Federation : The End of a Long Tradition ?», in G. Hogan-Brun et B. O'Rourke (dir.), *The Palgrave Handbook of Minority Languages and Communities*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018, p. 73-99 ; Veera LAINE et Konstantin ZAMYATIN, «Russia's Nationalities Policy before and after the 2020 Constitutional Amendments : Is the "Ethnic Turn" Continuing ?», *Finnish Institute of International Relations*, Working Paper n° 125.

du multiculturalisme soviétique remis au goût du jour est incarné dans le modèle de « l'État-civilisation », que Vladimir Poutine a évoqué pour la première fois dans son article « La Russie et la question nationale ». Dans ce texte publié en janvier 2012, soit sept ans après que Mikhaïl Remizov, un penseur national-conservateur coopté par le régime, eut théorisé cette notion²⁶, le dirigeant russe (ou ses rédacteurs de discours) déclarait notamment :

Le peuple russe [*ruskij*] est le peuple porteur de l'État du fait même de l'existence de la Russie. La grande mission des Russes [*russkie*] est d'unir, de souder la civilisation

Русский народ является государствообразующим – по факту существования России. Великая миссия русских – объединять, скреплять цивилизацию²⁷.

Mais en dépit de sa plasticité, qui atténue la tension entre les dimensions inclusive et exclusive du collectif national²⁸, la notion de civilisation souffre d'un défaut de taille : elle n'est pas un terme juridique et ne peut offrir une définition *politique* de la communauté. De là découle le choix des autorités en place de maintenir le « peuple multinational » dans la Constitution, au prix de contestations multiples et grandissantes atteignant néanmoins à ce jour un niveau acceptable pour le régime. Pour combien de temps encore ? Cette interrogation revêt une importance toute particulière à la lumière de l'invasion russe de l'Ukraine déclenchée en février 2022 et des recompositions identitaires qu'elle induira en Russie, mais aussi dans les sociétés voisines.

26. Михаил В. РЕМИЗОВ, «Проект “Государство-Цивилизация”», *APN*, <https://www.apn.ru/publications/article1280.htm> (consulté le 10.10.2022).

27. Владимир В. ПУТИН, «Россия: национальный вопрос», М., *Независимая газета*, 23.01.2012, http://www.ng.ru/politics/2012-01-23/1_national.html (consulté le 10.10.2022). Voir également Helge BLAKKISRUD, «Blurring the Boundary between Civic and Ethnic : The Kremlin's New Approach to National Identity under Putin's Third Term», in P. Kolstø et H. Blakkisrud (dir.), *The New Russian Nationalism : Imperialism, Ethnicity and Authoritarianism, 2000–15*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2016, p. 249-274.

28. Voir notamment Kåre Johan MJØR et Sanna TUROMA (dir.), *Russia as Civilization. Ideological Discourses in Politics, Media, and Academia*, Abingdon et New York, Routledge, 2020, xxii + 228 p.

*RÉSUMÉ***Classer les populations de Russie au prisme du nationalisme : bataille sémantique autour d'un amendement constitutionnel**

Cet article revient sur le débat survenu autour de la dénomination de la communauté qui sous-tend l'État russe, à l'occasion de la révision constitutionnelle de 2020. Après un aperçu du contexte de la réforme, il est question d'examiner les traitements suggérés du terme de « peuple multinational de la Fédération de Russie » [многонациональный народ Российской Федерации], inscrit dans la Constitution russe de 1993. L'article analyse deux visions principales du nationalisme, l'une se voulant « civique » et l'autre ethnique ou ethnocentrique, chacune d'entre elles portant un projet identitaire censé succéder à l'actuelle définition de la société politique russe. Si le premier projet avance la notion de « nation russe » ou « de Russie » [российская нация] et met l'accent sur le principe de l'unité et non celui de la diversité, le second rejette cette optique au profit d'une définition de la majorité ethnique [русские] comme le seul « peuple porteur de l'État » [государствообразующий народ], au détriment des populations minoritaires. L'article se termine par une analyse de la solution d'ambiguïté proposée par le régime de Vladimir Poutine, qui consiste à réaffirmer le terme de « peuple multinational » tout en faisant entrer dans la Constitution celui de « peuple porteur de l'État », dont le référent reste flou.

*ABSTRACT***Classifying Russia's populations through the prism of nationalism: Semantic struggle over a constitutional amendment**

This article examines the debate over the name of the community that underpins the Russian state against the backdrop of the 2020 constitutional revision. After an overview of the issues at stake in this reform, the article explores the suggested ways of dealing with the term “multinational people of the Russian Federation” [многонациональный народ Российской Федерации], which is enshrined in the Russian Constitution of 1993. Two main visions of nationalism, one “civic” and the other ethnic or ethnocentric, are analyzed. Each of these visions carries an identity project that is meant to succeed the current constitutional definition of the Russian political society. While the first project puts forward the notion of a “nation of Russia” [российская нация] and emphasizes the principle of unity rather than diversity, the second rejects this view in favor of a definition of the ethnic majority [русские] as the only “state-bearing people” [государствообразующий народ], at the expense of minority populations. The article concludes with an analysis of the ambiguous solution proposed by Vladimir Putin's regime, which involves reaffirming the term of “multinational people” while at the same time introducing into the Constitution the notion of “state-bearing people”, whose referent remains unclear.